

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1901.

Proposition de loi sur la procédure des enquêtes en matière de divorce.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS.

Depuis quelques années, la disproportion entre les services rendus par notre magistrature et ceux que, normalement, elle devrait pouvoir rendre, s'est accentuée chaque jour davantage. Les tribunaux se sont, en général, efforcés d'expédier les affaires qui leur étaient soumises, mais le nombre de celles-ci croissant sans cesse, ils se sont trouvés rapidement en présence d'arriérés considérables. Dans certains arrondissements, cette situation est lamentable. La lenteur avec laquelle on parvient à y obtenir justice équivaut, dans bien des cas, à un déni de justice. Des affaires urgentes par leur nature : procès de presse ou d'accident du travail, attendent des années leur solution. En matière répressive, les inconvénients sont des plus graves.

On a trop souvent insisté, à la Chambre et ailleurs, sur les fâcheuses conséquences d'un pareil état de choses, pour qu'il soit nécessaire de les indiquer en détail. M. le ministre de la Justice Begerem en avait été frappé et avait promis d'intervenir. Son successeur, M. Van den Heuvel, reconnaît aussi la nécessité de parer au mal signalé, mais on n'aperçoit pas bien comment il espère y parvenir. A la section centrale chargée d'examiner le budget de la Justice de cette année, il a fait prévoir que le projet de loi sur les accidents du travail — qui n'est encore qu'un projet, ne l'oublions pas ! — pourrait supprimer les enquêtes dans ces affaires. Sans doute, mais ces enquêtes, d'ailleurs assez rares (ces affaires se plaidant presque toujours sur des instructions préparatoires faites par le parquet), se font parfois devant un juge-commissaire et le plus souvent devant le juge de paix délégué. D'autre part, il est à prévoir que la loi sur les accidents du travail, comme toute loi nouvelle, donnera lieu à certains débats avant que l'interprétation n'en soit fixée. On ne peut donc point espérer, pratiquement, de ce côté, un allègement sensible des rôles. C'est à bon droit que le rapport de la

section centrale se montre sceptique : « Sans contester les effets de ces dispositions, n'est-ce pas en exagérer l'importance, dit-il, que d'espérer les voir suffire à ramener l'équilibre dans la somme de travail imposée à certains tribunaux. Il conviendrait en tous cas de hâter le dépôt et le vote de ces projets de loi. »

Parmi les mesures qui peuvent permettre d'utiliser plus complètement le temps et l'activité des juges, il en est une qui depuis longtemps s'est indiquée à tous ceux qui sont au courant des choses judiciaires : je veux parler de la tenue, devant un seul juge, des enquêtes en matière de divorce. A l'heure actuelle, les enquêtes auxquelles donnent lieu les actions en divorce se tiennent devant le tribunal tout entier. Le président interroge, le témoin répond, les parties présentent leurs observations, le greffier consigne la déposition. Les deux magistrats qui sont assesseurs ne font rien et n'ont rien à faire. Ils n'ont pas même à écouter ce qui se passe, puisque l'enquête est écrite, que le procès-verbal en est dressé et servira ultérieurement — très souvent à d'autres juges — à statuer au fond. Voilà donc deux magistrats qui pourraient travailler, être utiles, et qui se trouvent immobilisés, à cause d'une procédure impérative. Si cela n'arrivait qu'une fois de temps en temps, le mal ne serait pas considérable. Mais, dans la plupart des tribunaux de quelque importance, c'est une, parfois deux audiences par semaine qui se perdent en ces fastidieuses enquêtes. On s'est demandé depuis longtemps s'il ne serait pas souhaitable de voir ces enquêtes se faire comme toutes les autres, devant un seul juge, qui y pourrait vaquer l'après-midi et qui, avec l'assistance des parties, pourrait dresser le procès-verbal nécessaire à la solution de l'affaire.

A la suite d'un débat sur les améliorations à apporter à notre manière de rendre la justice, M. Le Jeune d'abord, puis MM. Bara et Picard déposèrent une proposition en ce sens, au Sénat. Elle fut favorablement accueillie par la Commission de la Justice dont M. Audent fut rapporteur. M. Janson y proposa un amendement. Ce sont ces textes que nous soumettons aux délibérations de la Chambre. Alors qu'ils paraissaient devoir être adoptés à l'unanimité, ils donnèrent lieu au Sénat à une discussion qu'on ne peut relire sans stupeur et furent, finalement, repoussés dans la séance du 24 janvier 1899. (*Ann. Parlem.*, p. 88.)

Nous en formons l'objet d'une proposition de loi, parce que nous sommes convaincus que, parmi les diverses mesures qu'on peut prendre pour assurer un meilleur fonctionnement de la justice, il n'en est pas de plus simple, de moins coûteuse, de plus immédiatement réalisable que celle-là — et aussi parce que nous n'avons vu dans l'extraordinaire discussion du Sénat aucun argument de nature à la faire rejeter, et que nous sommes persuadés que la haute assemblée elle-même ne persisterait plus dans un refus qui ne peut s'expliquer que par un malentendu.

Les auteurs de la proposition avaient, en effet, commis l'imprudence d'intituler leur projet : « Loi simplifiant la procédure des enquêtes en matière de divorce. » Un certain nombre de propriétaires ruraux et de notaires bien pensants furent épouvantés à cette idée de « simplifier » la procédure des divorces. Ils estimèrent qu'on se divorçait déjà beaucoup trop et qu'au lieu

de simplifier de telles procédures, il conviendrait plutôt de les compliquer.

On eut beau leur expliquer qu'en réalité, le projet ne simplifiait rien du tout à ce point de vue, qu'il n'y aurait ni un acte de procédure de moins, ni un divorce de plus, ils ne voulurent rien entendre. Une fois cette préoccupation d'ordre religieux intervenue dans la discussion, celle-ci devint incohérente. Il importe de répéter et de démontrer qu'elle n'y avait rien à faire ; l'adoption du projet n'aurait en rien facilité les divorces, mais il aurait permis au cours général de la justice d'aller un peu moins lentement. Les procès de propriété, de presse, de contrefaçon, d'accident, auraient un peu moins traîné.

Les auteurs de la proposition caractérisaient ainsi leur but :

» Par cette réforme, deux magistrats de la chambre des divorces pourront, pendant que se feront les enquêtes, se consacrer à d'autres affaires, et cette mesure permettra de donner une plus prompte solution aux litiges, à la grande satisfaction des justiciables. Notre proposition ne déroge à la procédure instituée par le Code civil en matière de divorce qu'en ce que l'enquête se fera devant un juge au lieu de se faire devant le tribunal. Toutes les autres règles de cette procédure subsistent et devront être observées. »

De même, le rapport de la Commission de la Justice (*Doc.*, n° 56, réunion du 30 mars 1898), au sein de laquelle ne paraît point avoir été soulevé l'argument inattendu qui devait décider du vote du Sénat, s'exprime ainsi :

« Les inconvénients de la procédure actuelle ont été signalés depuis longtemps; tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il est déplorable de voir des chambres entières d'un tribunal, occupées des soins et des soucis d'un devoir d'instruction qui peut s'accomplir avec toutes les garanties désirables devant un seul magistrat, assisté du greffier. La présence de trois juges est bien inutile, puisque les deux assesseurs du président de la Chambre n'ont qu'un rôle passif. Le temps de ces deux magistrats pourrait être consacré d'une façon plus utile et plus efficace à l'Administration de la Justice. Les modifications proposées portent exclusivement sur les formalités d'enquêtes, ou même plutôt sur le mode de procéder aux enquêtes. La Commission estime que l'innovation est heureuse, qu'elle produira de bons résultats; qu'elle permettra de rendre disponibles deux magistrats et aidera puissamment à faire écouler un plus grand nombre d'affaires arriérées. L'opportunité et l'urgence de cette proposition de loi ont été reconnues par la Commission qui s'est réunie dès le 24 mars, jour du dépôt et de la prise en considération par le Sénat, pour désigner son rapporteur. Vainement on objecterait que, le législateur ayant légiféré d'une manière complète par des dispositions qui constituent un ensemble, agissant à la fois sur la forme et le fond, il serait désirable de ne pas disjoindre la procédure à suivre de l'examen du fond; car il n'est pas apporté de modifications à la procédure, sinon au mode de procéder en matière d'enquête, et le fond reste intact. D'ailleurs, un ajournement ne se concevrait pas, la réforme ayant été reconnue utile, et devant faire disparaître une vieille procédure qui n'est qu'une entrave à l'administration de la Justice. »

C'était donc bien clair et, lors de la discussion, MM. Picard, Bara et Audent purent, en termes excellents, préciser la portée du projet, montrer que la procédure restait aussi compliquée et entourée d'autant de garanties, que le divorce ne s'en trouverait pas facilité, que si, dans certains tribunaux, la solution de procès de ce genre serait un peu plus rapide, ce serait dans la mesure où serait accélérée l'action générale de la justice.

Ils se heurtèrent à une opposition irréductible. M. Lammens dénonça à l'assemblée le projet comme un acheminement vers l'union libre et le Sénat, épouvanté, recula d'horreur. La discussion s'égara sur l'utilité des Sociétés de François Régis et les abus du *Pro Deo*. M. l'abbé Keesen rappela les véritables principes de la loi chrétienne et le projet fut repoussé par 52 voix contre 26.

M. Begerem, ministre de la Justice, s'était, non sans une certaine hésitation, prononcé contre la proposition. Il déclara trouver dans la présence des deux magistrats inutiles une garantie (on ne comprend pas bien laquelle, à moins d'incriminer le président) et une autre garantie dans l'assistance du Ministère public, qui, parfois, doit apprécier les faits au point de vue répressif. Il faut avouer que ce cas est rare, mais qui empêchera le Procureur du Roi de remplir cette mission lorsque l'affaire reviendra, après enquêtes, devant le tribunal? M. Begerem termina en reconnaissant que l'arriéré judiciaire était un grand mal et qu'il y aurait d'autres moyens d'y parer. Remarquons que depuis deux ans, on ne nous a rien proposé du tout et on a laissé le mal s'empirer. Remarquons encore que toute mesure quelconque ayant pour effet de liquider les arriérés aura nécessairement pour conséquence de hâter, dans une certaine mesure, la solution des actions en divorce; si cette raison valait contre la proposition Picard-Bara, elle vaudrait de même contre toutes les mesures annoncées par le Ministère de la Justice.

Il ne nous semble donc pas que l'on puisse tenir la décision du Sénat pour irrévocable. On peut espérer que, mieux informé, il comprendra que les idées catholiques à propos du mariage n'ont pas à s'effaroucher, qu'elles ne sont pas en cause et qu'il ne s'agit que d'améliorer l'administration de la justice.

Mais, tout en laissant de côté cette discussion au sujet du divorce, il n'est point inutile de constater que le Sénat a attribué l'accroissement du divorce à l'octroi du *Pro Deo* et que plusieurs sénateurs ont exprimé, à cet égard, des idées déconcertantes.

J'extrais, notamment, ceci du discours de M. Léger :

« J'ai chez moi un document fort curieux; c'est une requête du *Pro Deo* présentée, en 1885, à M. le président Lelièvre, que plusieurs membres ici présents ont certainement connu; c'était un magistrat de grand talent, d'une intelligence pénétrante. Il appela l'avoué qui avait présenté la requête et dit : Si j'avais le malheur d'apostiller ta requête, d'ici à dix ans nous devrions créer une Chambre spéciale pour ces gens-là ! »

J'aimerais à croire, pour l'honneur du magistrat en question, qu'il n'a jamais tenu le propos rapporté comme un trait d'esprit méritoire par M. Léger. Car ce propos, que le Sénat a écouté avec complaisance, me

semble tout simplement odieux. Il dénote la plus singulière, la plus étroite, la plus égoïste conception de justice de classe. Avant de se livrer à cette fantaisie, ce président eût dû se rappeler qu'il devait sa justice à tous, surtout aux pauvres.

« Ces gens-là ! » A un siècle de distance, un bourgeois parle des prolétaires comme un aristocrate parlait de la canaille. Comment ! ces gens-là osent croire que la justice est faite pour eux ? Comment, ça prétend se plaindre, réclamer, et ça n'a pas même de quoi payer les frais !

« Ces gens-là ! » C'est la malheureuse abandonnée avec des enfants par un mari ivrogne, et qui pense au divorce pour mettre son pain et le pain de ses mioches à l'abri du pillage ! C'est l'infortuné dont la femme se prostitue et lui apporte des enfants de trahison. C'est le travailleur victime d'un accident dû à l'imprévoyance ou à la négligence de son patron ! C'est la troupe dolente de tous ceux à qui on a fait tort et qui viennent, sans argent, implorer la justice ! Il paraît qu'il s'est trouvé en 1853 un président pour leur en interdire l'accès, et en 1899 un sénateur pour trouver cela très bien. Je cite le fait comme un exemple typique de la réalité et de la puissance des préjugés de classe chez les gens cultivés et j'espère qu'il ne se trouvera personne à la Chambre pour défendre cette conception barbare, de la justice — et spécialement du divorce — à réserver aux gens riches.

JULES DESTREE.



PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

Les art. 247 à 256 du Code civil sont remplacés par les dispositions suivantes :

1. Les dépositions seront reçues en chambre du Conseil par un juge que le tribunal désignera dans le jugement ordonnant les enquêtes.

2. Ce jugement indiquera les jour et heure auxquels le juge commis recevra les enquêtes.

3. Les parties proposeront devant le juge commis et avant l'audition de chaque témoin les reproches qu'elles auront à faire valoir.

La contestation de ces reproches sera renvoyée au tribunal qui statuera sur leur mérite en même temps que sur les enquêtes. Le juge passera outre à l'audition des témoins reprochés.

4. Les incidents qui pourront se produire au cours des enquêtes seront soumis au tribunal lors du jugement sur le fond.

5. Le juge commis pourra confronter les témoins soit d'office, soit à la requête d'une des parties.

6. Après la clôture des enquêtes ou de celle du demandeur, si le défendeur n'a pas produit de témoins, le juge commis renverra les parties à l'audience, dont il indiquera le jour et l'heure. Le procès-verbal en fera mention.

EENIG ARTIKEL

De artikelen 247 tot 256 van het Burgerlijk Wetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

1. Getuigenissen worden in de Raadkamer afgenomen door eenen rechter, dien de rechtbank aanwijst in het vonnis waarbij getuigenverhoor wordt bevolen.

2. Dit vonnis bepaalt dag en uur, waarop de aangestelde rechter de getuigenissen zal afnemen.

3. Vóór het verhoor van elken getuige, geven partijen, bij den aangestelden rechter, de redenen op waarom zij wraking aanvragen.

Het geschil over deze redenen tot wraking wordt verzonden naar de rechtbank die over de waarde er van beslist, te gelijkertijd als over de getuigenverhooren. De rechter zal tot het verhoor van de gewraakte getuigen overgaan.

4. Tusschengeschiillen, die gedurende het getuigenverhoor mochten ontstaan, worden aan de rechtbank onderworpen bij de uitspraak over den grond der zaak.

5. De aangestelde rechter kan, hetzij van ambtswege, hetzij op aanzoek van eene der partijen, de getuigen tegen elkander hooren.

6. Na sluiting van de getuigenverhooren of van het getuigenverhoor in 't belang des eischers, zoo de verweerder geene getuigen heeft bijgebracht, verwijst de aangestelde rechter partijen naar de terechtzitting, waarvan hij dag en uur bepaalt. Daarvan maakt het proces-verbaal melding.

*Disposition additionnelle
et transitoire.*

Les dispositions ci-dessus seront applicables aux instances en divorce dans lesquelles la permission de citer prévue par l'article 241 du Code civil ne sera pas intervenue le jour où la présente loi sera obligatoire.

Toegevoegde overgangsbepaling.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op elken eisch tot echtscheiding, waarvoor de bij artikel 241 van het Burgerlijk Wetboek voorziene machtiging tot dagvaarden niet is verleend op den dag waarop deze wet in werking treedt.

JULES DESTREE.



(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers

VERGADERING VAN 3 APRIL 1901.

Wetvoorstel betreffende getuigenverhoor in zake van echtscheiding.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Sedert eenige jaren wordt de ongelijke verhouding tusschen de diensten, door onze magistraten bewezen en die welke zij kunnen bewijzen, dagelijks hoe langer hoe grooter. Over 't algemeen, hebben de rechtbanken het noodige gedaan om de zaken af te handelen die aan haar oordeel werden onderworpen, maar het getal dezer zaken groeide voortdurend aan en weldra was het bedrag aan achterstallige zaken zeer aanzienlijk. Die toestand is, in zekere arrondissementen, waarlijk ellendig. Recht bekomen, duurt zoo lang, dat het, in zekere gevallen, met ontzegging overeenkomt. Uit hunnen aard dringende zaken : drukpersprocessen, processen wegens arbeidsongevallen, wachten jarenlang naar de uitspraak van het vonnis. Erger nog zijn de bezwaren in strafzaken.

Al te dikwijls werd in de Kamers en elders op de betreuenswaardige gevolgen van dien toestand gewezen, en zoo is het onnoodig ze omstandig aan te duiden. De heer Minister van Justitie Begerem was er over getroffen en had beloofd tusschenbeide te komen. Ook de heer Van den Heuvel, zijn opvolger, erkent dat het aangeduide kwaad dient te keer gegaan; doch hoe hij er hoopt toe te geraken, blijkt evenwel niet zeer klaar. Wel liet hij in de middenafdeeling, belast met het onderzoek der begrooting van justitie voor dit jaar, voorzien dat het wetsontwerp op de arbeidsongevallen — nog slechts een *ontwerp*, let wel op! — getuigenverhoor in die zaken zou kunnen afschaffen. Dat is waar, doch dat tamelijk zeldzaam getuigenverhoor (vermits die zaken meest worden bepleit naar een voorloopig door de parketten ingesteld onderzoek) wordt dikwijls voor eenen afgevaardigden rechter en meer nog voor den afgevaardigden vrederechter gehouden. Anderzijds is het te voorzien dat de wet op de arbeidsongevallen, zooals

elke nieuwe wet, vooraleer de geest er van vastgesteld is, tot zekere debatten zal leiden.

Dus valt er van die zijde niet te verwachten dat daardoor de zaken gevoelig bevorderd zouden worden.

Met reden, bouwt het verslag der middenafdeeling zeer weinig daarop. Zonder de gevolgen van die bepalingen te betwisten, hecht men er wellicht — zegt het verslag — een overdreven belang aan, zoo men hoopt dat ze zullen volstaan om den aan zekere rechtbanken opgelegden arbeid tot redelijke palen te beperken.

In elk geval, dienen die wetsontwerpen zoohaast mogelijk overgelegd en goedgekeurd.

Onder al de maatregelen om meer nut uit den tijd en de werkdadigheid der rechters te trekken, is er een die sedertlang was opgekomen bij hen die verstand hebben van gerechtelijke zaken : ik bedoel het houden van getuigenverhoor in zake van echtscheiding, ten overstaan van éénen rechter. Thans wordt dat getuigenverhoor vóór de geheele rechtbank gehouden. De voorzitter ondervraagt, de getuige antwoordt, partijen maken hare opmerkingen, de griffier schrijft de verklaring op.

De twee bijzittende magistraten doen niets en hebben ook niets te doen. Zelfs hoeven zij niet eens te luisteren naar wat er omgaat, vermits het getuigenverhoor wordt opgeschreven, dat daarvan proces-verbaal wordt opgesteld en later — zeer vaak anderen rechters — zal dienen om uitspraak te doen over den grond der zaak.

Dus twee magistraten die kunnen werken en zich nuttig maken en, dank zij eene bepaald opgedrongen rechtspleging, werkloos moeten blijven. Gebeurde dit slechts nu en dan, dan ware er niet veel aan gelegen. Doch voor het meerendeel der rechtbanken van eenig belang is het een wekelijksch verlies van eene, soms twee rechtszittingen, tengevolge van die langwijlige getuigenverhooren. Reeds lang heeft men zich afgevraagd of het niet wenschelijk ware die verhooren, evenals alle andere, te laten houden voor éénen enkelen rechter, die er zich des namiddags zou kunnen mede inlaten en, met medehulp van partijen, het proces-verbaal opmaken, dat tot oplossing van de zaak wordt geveerd.

Tengevolge van eene beraadslaging over de verbeteringen, die dienen toegebracht aan de wijze waarop, in ons land, berecht wordt, legden eerst de heer Lejeune en daarna de heeren Bara en Picard een wetsvoorstel in den Senaat over. Het vond een gunstig onthaal bij de Commissie van Justitie, die den heer Audent als verslaggever aanstelde. De heer Janson legde een amendement over. Het zijn die teksten, welke wij aan de beraadslaging der Kamer onderwerpen. Zij schenen met eenparige stemmen aangenomen te moeten worden, doch lokten nochtans in den Senaat eene beraadslaging uit, die men niet zonder verbazing kan herlezen, en werden, ten slotte, in de vergadering van 24 Januari 1899 verworpen. (*Ann. Parlem.* bl. 88.)

Wij maken ze tot een nieuw wetsvoorstel, omdat wij ons overtuigd houden, dat, onder de verschillende maatregelen die kunnen genomen worden om de rechtbanken hunne taak beter te laten volbrengen, geen eenvoudiger,

minder kostelijk is, en gemakkelijker dadelijk verwezenlijkt kan worden dan deze — en ook omdat wij, in de zonderlinge beraadslaging van den Senaat, geene enkele beweegreden tot verwerping vonden en ons overtuigd houden dat de Eerste Kamer zelve niet zou blijven bij eens weigering, enkel door een misverstand uit te leggen.

De voorstellers van bewust wetsontwerp waren inderdaad onvoorzichtig genoeg hun ontwerp te heeten: « Wet waardoor de rechtspleging voor » getuigenverhoor in zake van echtscheiding vereenvoudigd wordt. » Een aantal weldenkende notarissen en landeigenaars hadden schrik dat de rechtspleging voor echtscheiding « vereenvoudigd » zou worden. Naar hun oordeel komt echtscheiding maar al te dikwijls voor, dient die rechtspleging, in stede van vereenvoudigd, nog meer ingewikkeld gemaakt.

Hoe men hun ook uitlegde dat het ontwerp werkelijk, in dit opzicht, niets vereenvoudigde, dat er geen enkele rechtsplegingsvorm minder, geene enkele echtscheiding meer zou zijn, zij wilden zulks niet aannemen. En eenmaal dit godsdienstig bezwaar in de beraadslaging geworpen, hield deze niet meer samen. Het dient hêrhaald en bewezen, dat die opwerping daar niet bij te pas kwam; het aannemen van het wetsontwerp zou echtscheiding geenszins vergemakkelijkt, doch den algemeenen gang van het gerecht versneld hebben. Rechtsgedingen over eigendom, drukpersmisdrijf, namaaking, ongevallen, zouden wat minder op de lange baan geschoven worden.

De voorstellers legden hun oogmerk aldus uit :

« Dank zij deze hervorming, kunnen twee magistraten van de Kamer voor echtscheiding zich, terwijl getuigenverhoor wordt gehouden, met andere zaken inlaten. en zodoende kunnen, tot groote voldoening van het publiek, de betwistingen spoediger eene oplossing erlangen. Ons voorstel wijkt van de rechtspleging in zake van echtscheiding, door het Burgerlijk Wetboek ingesteld, enkel hierin af, dat het getuigenverhoor voor eenen enkelen rechter in plaats van voor de rechtbank gehouden wordt. Al de andere rechtsvormen blijven bestaan en hoeven nageleefd. »

Zoo ook luidt het verslag van de Commissie van Justitie (*Bescheiden*, n^o 56, vergadering van 30 Maart 1898), in welker midden de onverwachte opmerking, die de stemming van den Senaat voor gevolg had, naar het schijnt, niet werd aangevoerd :

« Sedertlang was op de bezwaren der thans bestaande rechtspleging gewezen; elkeen erkent dat het jammer is gansche kamers eener rechtbank bezig te houden met een zorgvuldig en kommervol onderzoek, dat, met alle wenschelijke waarborgen, voor eenen enkelen door den griffier bijgestanen rechter kan geschieden. Aanwezigheid van drie rechters is volkomen nutteloos, vermits de twee bijzitters van den voorzitter der kamer slechts eene lijdelijke rol vervullen. De tijd dier twee magistraten kan nuttiger en doelmatiger besteed worden voor de rechtsbedeeling. De voorgestelde wijzigingen betreffen enkel den vorm van getuigenverhoor, of liever de wijze waarop tot getuigenverhoor wordt overgegaan. De Commissie acht het eene degelijke wijziging, die goede vruchten zal afwerpen; ze zal twee magistraten beschikbaar stellen en veel bijbrengen tot het afdoen van veelvul-

digere achterstellige zaken. Het gepaste en de dringende aard van het wetsvoorstel werd erkend door de Commissie, die reeds den 24^{en} Maart, den dag waarop het overgelegd en door den Senaat in overweging genomen werd, vergaderde om haren verslaggever aan te duiden. Te vergeefs zou men aanvoeren, dat, daar de wetgever volledige en een geheel vormende wetsbepalingen heeft ingevoerd, die zoowel den vorm als den grond betreffen, en het dus wenschelijk ware de te volgen rechtspleging niet van het onderzoek van den grond der zaak te scheiden, vermits er geene wijziging werd toegebracht aan de rechtspleging, zooniet aan den vorm van getuigenverhoor, want de grond daarvan blijft onaangeroerd. Overigens ware verdagting niet te begrijpen, daar de voorgestelde hervorming als nuttig werd erkend en eenen ouden rechtsvorm moet doen verdwijnen, die rechtsbedeeling belemmert. »

Dus was het zeer duidelijk, en tijdens de beraadslaging vonden de heereu Picard, Bara en Audent gelegenheid om, in uitmuntende bewoordingen, het doel van het ontwerp nader te bepalen; te bewijzen dat de rechtspleging even ingewikkeld bleef en evenveel waarborgen opleverde; dat echtscheiding daardoor niet vergemakkelijkt werd; dat, zoo zekere rechtbanken de eischen tot echtscheiding sneller zouden oplossen, dit zou zijn in dezelfde mate als de algemeene gang van 't gerecht bespoedigd werd.

Zij ondervonden onverwinnelijken tegenstand. De heer Lammens klaagde het wetsontwerp aan als een stap nader tot ongewettigd samenhuizen, en de Senaat deinsde vol schrik en afgrijzen achteruit. Verder, week de bespreking van den grond der zaak af en liep over het nut der Maatschappijen van Franciscus Regis en over het misbruik van *Pro Deo*. Priester Keesen herinnerde de ware beginselen van het christelijk geloof, en het ontwerp werd met 32 stemmen tegen 26 verworpen.

Niet zonder aarzelen verklaarde de heer Begerem, minister van justitie, zich tegen het voorstel. In de aanwezigheid der twee nuttelooze magistraten zag hij een waarborg (welken waarborg is niet gemakkelijk te vatten, ten ware hij den voorzitter wilde verdenken) en eenen anderen waarborg in het bijzijn van het Openbaar Ministerie, dat soms de feiten, met het oog op de strafwet, moet beoordeelen. Die gevallen zijn, men zal 't bekennen, zeldzaam; doch wie zal den Procureur des Konings beletten die zending te vervullen, wanneer de zaak, na getuigenverhoor, opnieuw voor de rechtbank wordt opgeroepen? Ten slotte erkende de heer Begerem dat achterstallige rechtszaken een groot euvel zijn en er andere middelen bestaan om dat te keer te gaan. Laten wij aanmerken dat daartegen sedert twee jaar volstrekt niets werd voorgesteld en men het kwaad erger maakte. Laten wij nog aanmerken, dat welke maatregel ook, om het achterstallige bij te werken, ook noodzakelijkerwijs, in zekere mate, het afhandelen van eischen tot echtscheiding bespoedigen zal. Kan die reden tegen het voorstel Picard-Bara opwegen, zoo ook tegen de door het Ministerie van Justitie aangekondigde maatregelen.

De beslissing van den Senaat mag, ons dunkens, derhalve niet als onwe-

derroepelijk worden beschouwd. Het is te hopen dat hij, beter ingelicht, begrijpen zal dat de katholieke begrippen in zake van huwelijk niet afgeschrikt hoeven te zijn en het er enkel om te doen is de rechtsbedeeling te verbeteren.

Doch, die beraadslaging over echtscheiding ter zijde gelaten, is het niet overbodig te doen uitschijnen dat de Senaat het toenemen van echtscheiding wijdt aan het verleenen van *Pro Deo*, en dat verschillende senatoren daarover verwonderingbare denkbelden in 't midden brachten.

Onder meer, haal ik het volgende aan uit de redevoering van den heer Léger :

» Ik bezit een zeer zonderling stuk, eene aanvraag om *Pro Deo*, in 1853 gezonden aan den heer voorzitter Lelièvre, dien vele hier aanwezige leden voorzeker gekend hebben; hij was een begaafd, uitstekend magistraat, scherp van oordeel. Hij ontbood den avoué, die hem het vertoog had overgemaakt en zegde : « Hadde ik het ongeluk uwe aanvraag voor ontvankelijk te handteekenen, we zouden, eer tien jaar zijn verlopen, eene afzonderlijke kamer voor die lieden moeten inrichten ! »

Voor de eer van bewusten magistraat, wenschte ik dat hij nooit de woorden gesproken had, hem door den heer Léger als eene verdienstelijke geestigheid aangerekend. Want dit gezegde, dat de Senaat met welbehagen aanhoorde, schijnt mij eenvoudigweg hatelijk. Het getuigt van het zonderlingste, meest bekrompen, meest zelfzuchtig begrip van klassengerecht. Vooraleer aan die gril lucht te geven, hadde die voorzitter moeten bedenken dat hij recht verschuldigd was aan allen, inzonderheid aan armen.

« Die lieden ! » Na verloop van eene eeuw, spreekt een burger over de proletariërs zooals de aristocraat over het *kanalje* sprak. Wat ! die lieden durven zich verbeelden dat het gerecht voor hen bestaat ? Wat ! dat durft klagen, bedenkingen maken en bezit niet eens het noodige om de gerechtskosten te betalen !

« Die lieden ! » Dat is de ongelukkige vrouw, met hare kinderen, die door eenen dronkaard van een man verlaten, aan echtscheiding denkt om haar brood en dit van hare kindertjes tegen roof te vrijwaren ! 't Is de ongelukkige man, wiens vrouw zich aan ontucht overlevert en hem kinderen aanbrengt uit een schandelijk verraad gesproten ! 't Is de arbeider, slachtoffer van een ongeval, te wijten aan onvoorzichtigheid of nalatigheid van den patroon ! 't Is de jammerende massa van al degenen wien onrecht werd aangedaan en die, zonder geld, om recht komen smeeken ! Naar het schijnt, was er in 1853 een voorzitter van een gerechtshof, die hun dat ontzegde en in 1899 een senator die dat heel goed vond.

Dit feit haal ik aan als een treffend voorbeeld van het wezenlijke en de kracht der klassenvooroordeelen bij geleerde lieden, en ik hoop dat in de Kamer niemand die barbaarsche opvatting van het gerecht — inzonderheid van echtscheiding — zal verdedigen als een voorrecht dat slechts rijken lieden dient voorbehouden.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Les art. 247 à 256 du Code civil sont remplacés par les dispositions suivantes :

1. Les dispositions seront reçues en chambre du Conseil par un juge que le tribunal désignera dans le jugement ordonnant les enquêtes.

2. Ce jugement indiquera les jour et heure auxquels le juge commis recevra les enquêtes.

3. Les parties proposeront devant le juge commis et avant l'audition de chaque témoin les reproches qu'elles auront à faire valoir.

La contestation de ces reproches sera renvoyée au tribunal qui statuera sur leur mérite en même temps que sur les enquêtes. Le juge passera outre à l'audition des témoins reprochés.

4. Les incidents qui pourront se produire au cours des enquêtes seront soumis au tribunal lors du jugement sur le fond.

5. Le juge commis pourra confronter les témoins soit d'office, soit à la requête d'une des parties.

6. Après la clôture des enquêtes ou de celle du demandeur, si le défendeur n'a pas produit de témoins, le juge commis renverra les parties à l'audience, dont il indiquera le jour et l'heure. Le procès-verbal en fera mention.

WETSVOORSTEL

EENIG ARTIKEL

De artikelen 247 tot 256 van het Burgerlijk Wetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

1. Getuigenissen worden in de Raadkamer afgenomen door eenen rechter, dien de rechtbank aanwijst in het vonnis waarbij getuigenverhoor wordt bevolen.

2. Dit vonnis bepaalt dag en uur, waarop de aangestelde rechter de getuigenissen zal afnemen.

3. Vóór het verhoor van elken getuige, geven partijen, bij den aangestelden rechter, de redenen op waarom zij wraking aanvragen.

Het geschil over deze redenen tot wraking wordt verzonden naar de rechtbank die over de waarde er van beslist, te gelijkertijd als over de getuigenverhooren. De rechter zal tot het verhoor van de gewraakte getuigen overgaan.

4. Tusschengeschillen, die gedurende het getuigenverhoor mochten ontstaan, worden aan de rechtbank onderworpen bij de uitspraak over den grond der zaak.

5. De aangestelde rechter kan, hetzij van ambtswege, hetzij op aanzoek van eene der partijen, de getuigen tegen elkander hooren.

6. Na sluiting van de getuigenverhooren of van het getuigenverhoor in 't belang des eischers, zoo de verweerder geene getuigen heeft bijgebracht, verwijst de aangestelde rechter partijen naar de terechtzitting, waarvan hij dag en uur bepaalt. Daarvan maakt het proces-verbaal melding.

*Disposition additionnelle
et transitoire.*

Les dispositions ci-dessus seront applicables aux instances en divorce dans lesquelles la permission de citer prévue par l'article 241 du Code civil ne sera pas intervenue le jour où la présente loi sera obligatoire.

Toegevoegde overgangsbepaling.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op elken eisch tot echtscheiding, waarvoor de bij artikel 241 van het Burgerlijk Wetboek voorziene machtiging tot dagvaarden niet is verleend op den dag waarop deze wet in werking treedt.

JULES DESTREE.

